



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Caisse d'allocations
familiales
de Loire-Atlantique
Nantes

Lundi 8 avril 2024

Les Palestiniens ont besoin d'autre chose que des protestations hypocrites des Biden et des Macron

300 000 Palestiniens errent dans le nord de Gaza, tentant comme ils le peuvent de récupérer de la nourriture, renonçant souvent à s'approcher des colis largués au titre de l'aide humanitaire, parce que les soldats israéliens les prennent pour cible.

Dans le sud, plus d'un million de Gazaouis sont entassés, menacés en permanence par l'armée israélienne – snipers, drones, tout l'arsenal moderne est mobilisé, officiellement contre le Hamas, en réalité contre la population.

Biden-Macron complices de six mois de massacre

Les dirigeants israéliens utilisent la famine comme arme de guerre, bombardent les populations civiles, utilisent des balles explosives pour mutiler des gosses. Tout cela est documenté. Mais c'est seulement le 4 avril que Biden a décidé de hausser un tout petit peu le ton vis-à-vis du Premier ministre israélien, Netanyahu. Il a conditionné l'aide américaine à la « protection des civils » palestiniens et à l'acheminement de l'aide humanitaire... Mais les livraisons d'armes se poursuivent jour après jour.

Cela fait six mois que l'armée israélienne massacre. Plus de 30 000 morts, dont plus de 40 % d'enfants, 75 000 blessés, dans des hôpitaux bombardés et manquant de tout. Biden et les dirigeants des puissances impérialistes comme Macron ont l'indignation tardive et, dans les faits, soutiennent l'armée israélienne : les dirigeants israéliens se livrent à un génocide dont les Biden et les Macron sont complices.

L'ordre impérialiste contre les peuples

Complices, les prédécesseurs de Macron l'avaient aussi été durant un autre génocide, celui de 800 000 membres de la minorité tutsi par le gouvernement hutu au Rwanda il y a trente ans.

Macron a failli reconnaître du bout des lèvres que l'armée française aurait pu l'éviter, avant de se rétracter. L'armée française a en fait été une complice active du génocide rwandais et, depuis, l'armée et le gouvernement français n'ont eu de

cesse de propager des mensonges sur ce qui s'est passé alors. Faudra-t-il attendre trente ans pour qu'un obscur successeur de Macron reconnaisse qu'il aurait été possible de cesser de livrer des armes à Israël et de s'en prendre au gouvernement israélien coupable de ce qu'eux-mêmes nomment des crimes de guerre ?

Mais ce n'est pas un hasard si la dénonciation n'est que verbale. Les puissances impérialistes sont des soutiens inconditionnels de l'État sioniste qui est leur bras armé dans une région dont ils pillent les ressources, empêchent le développement, maintenant les populations dans la misère avec l'aide de dictateurs locaux. Ces derniers, qu'il s'agisse des dirigeants égyptiens, syriens, iraniens et autres ont tous réprimé des soulèvements populaires : ils protestent verbalement, mais ils ne lèvent pas et ne lèveront pas le petit doigt pour s'opposer au massacre, trop contents que leurs propres peuples voient ce qui peut arriver quand on relève la tête.

Manifester notre solidarité

Depuis plus de 75 ans, les Palestiniens n'ont pu compter que sur eux-mêmes et sur le soutien des manifestations populaires dans le monde. Samedi 6 avril, 100 000 manifestants ont défilé à Tel-Aviv pour réclamer la démission de Netanyahu. Même si la plupart ne remettent pas en cause la guerre, c'est un facteur de fragilisation du gouvernement israélien d'extrême droite.

Les manifestations doivent se poursuivre partout. Faut-il rappeler les accusations proférées par nos gouvernants contre ceux qui, ici, voulaient manifester leur soutien au peuple palestinien ? Les interdictions, les poursuites judiciaires encore ces derniers jours, alors que nous n'avons fait que dénoncer ce que Macron et Biden reconnaissent aujourd'hui ?

Il reste essentiel de manifester contre ce qui se passe à Gaza, pour contraindre les dirigeants impérialistes à cesser d'envoyer des armes au gouvernement israélien, et pour que prenne fin la colonisation et l'oppression du peuple palestinien.

Caf de Loire Atlantique : le tribunal donne raison au CSE

La direction qui ne voulait pas d'une expertise indépendante sur les risques psycho-sociaux au sein de l'entreprise se voit débouter par le tribunal. Le 4 avril dernier, celui-ci donne en effet raison au CSE (Comité social et économique), qui avait voté en faveur de cet audit, en reconnaissant « un risque grave sur la santé et la sécurité des salariés » dû notamment à une charge de travail mal maîtrisée et à des effectifs insuffisants. Cette reconnaissance est une première victoire obtenue par les salariés. En se mettant massivement en grève à deux reprises, ils ont témoigné leur soutien et ont affirmé la légitimité des revendications du CSE.

Si ce jugement va dans le bon sens, les travailleurs ne peuvent cependant pas se contenter d'une victoire administrative. La souffrance au travail est une réalité de tous les secteurs d'activités, car elle est le révélateur d'une société capitaliste basée sur l'exploitation. Il est essentiel de se battre pour de meilleures conditions de travail pour toutes et tous, mais seule la lutte collective pour le renversement de ce système nous permettra de transformer notre rapport au travail.

France Travail : des agents en grève pour de meilleures conditions de travail et d'accueil

Dans le Val-de-Marne, des conseillers se sont saisis de la grève du 19 mars pour revendiquer non seulement une hausse de salaire de 300€ net mais aussi une amélioration de leurs conditions de travail au sein de l'agence. En cause : l'insalubrité des lieux (fuites et moisissures), une charge de travail élevée et un risque pour les agents d'accueil de revenir à des vacances de quatre heures au lieu de deux. La grève et le rapport de force ont permis d'obtenir l'accélération des travaux de rénovation, mais surtout de faire acter et noter noir sur blanc par la direction que les vacances d'accueil ne pouvaient pas dépasser les deux heures d'affilée.

Une victoire qui en appelle d'autres, à l'image de la grève d'une agence du 18^{ème} arrondissement de Paris. Depuis début mars, les agents du service « indemnisation » ont fait quatre jours de débrayage pour l'ouverture d'un accueil sans rendez-vous pour les questions concernant les allocations.

Dans un contexte d'accroissement de la pauvreté et d'incertitude quant à l'avenir des

services publics et plus particulièrement du social, des travailleurs relèvent la tête, refusent de voir leurs conditions de travail se dégrader et exigent une meilleure qualité d'accueil et de traitement pour les plus précaires.

Vendée : encore un soignant agressé !

Le 6 avril, aux urgences de l'hôpital de Challans (Vendée), un brancardier a été agressé par un groupe de personnes venues accompagner un patient. Ceux-ci lui reprochaient de ne pas le prendre en charge assez vite. Ce brancardier s'est retrouvé en soins intensifs avec des lésions. De tels incidents se multiplient aux urgences, même si, heureusement, ils n'ont pas toujours la même gravité. La cause fondamentale en est bien évidemment le manque de personnel et de lits. Certains patients doivent attendre sur des brancards dans des couloirs pendant des heures, parfois des nuits entières. Face à cette situation, des directions d'hôpitaux en arrivent à envisager d'engager... des agents de sécurité pour les placer en permanence aux urgences, comme à l'hôpital de Saint-Malo. Ça coûte moins cher que d'embaucher des soignants.

Gaza : après six mois de guerre, un bilan effroyable

Six mois après le début des opérations militaires lancées par Israël contre les Palestiniens de Gaza, différentes organisations internationales ont tenté de tirer un bilan de ce semestre sanglant. On compte désormais plus de 33 000 personnes mortes et 75 000 blessées. Parmi ces morts, selon l'Unicef, l'agence des Nations unies pour l'enfance, se trouvent au moins 13 750 enfants, soit plus de 40 % des victimes. En outre 1,7 million des Gazaouis ont été déplacés, soit 80 % de la population. En plus du bilan humain s'ajoute le risque de famine, l'Unicef estimant que 90 % de la population souffre désormais d'insécurité alimentaire aiguë. Enfin, les premières estimations faites par les Nations unies, l'Union européenne et la Banque mondiale tablent sur 18,5 milliards de dollars (17 milliards d'euros) de dégâts, c'est à dire l'équivalent de 97 % du PIB de l'ensemble des territoires palestiniens occupés. Un génocide et une catastrophe humanitaire dont sont directement responsables les dirigeants sionistes, mais aussi derrière eux les pays impérialistes occidentaux qui les soutiennent.